

N'hésitez pas à vous en inspirer

LE PRÉAMBULE

Nous, le peuple québécoise considérons former un tout forgé de notre géographie, de notre histoire, de notre culture, de la communauté d'expression française, des minorités, des citoyens électeurs, des citoyens-clients et des bâtisseurs du Québec.

À ce titre, nous érigeons la présente constitution, et proclamons solennellement notre attachement aux dix composantes de souveraineté et aux dix-sept éléments de destiné présentés ci-après qui constituent notre contrat social et crée la souveraineté populaire du Québec.

La présente constitution détermine la citoyenneté de l'État québécois, définit la structure de l'État, sa nature, l'organisation des pouvoirs de l'État et la répartition territoriale de ces pouvoirs. Elle annonce les dispositions prépondérantes de la constitution et des dispositions de transition en prévision de son entrée en vigueur.

LA SOUVERAINETÉ

Nous, notre géographie

sachant que le monde régional et le monde municipal sont nos lieux d'appartenance et que ces attachements vont bien au-delà de la simple occupation du territoire.

Nous, notre histoire

sachant l'importance que revêt la mémoire dans notre identité nationale, au point d'en avoir fait notre devise qui demeure, « Je me souviens ».

Nous, notre culture

sachant qu'elle chérit la démocratie et l'expression de la diversité de tous les peuples qui la compose et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous, la communauté d'expression française

dont l'identité se développe dans un esprit d'ouverture.

Nous, les minorités du Québec

dont le pluralisme est une richesse inestimable qui peut se vivre dans le respect et la tolérance.

Nous, les citoyens-électeurs

qui avons notre place, notre droit de parole et qui souhaitons être représentés équitablement tout en ayant la possibilité d'initier des actions populaires.

Nous, le citoyens-clients des services gouvernementaux

qui avons notre place et notre dignité.

Nous les bâtisseurs du Québec

qui contribuons au développement culturel économique et social du Québec.

Nous le peuple québécois

d'où émane la souveraineté.

ADOPTONS LA PRÉSENTE CONSTITUTION.

LA DESTINÉE

Afin de minimiser le nombre de situation où les instances judiciaires de l'avenir devront délibérer sur les valeurs de notre nation et parce que nous croyons que cette tâche revient au peuple québécois et non aux tribunaux, nous établissons les valeurs suivantes.

PROVENANCE Nous adhérons à La déclaration québécoise sur les archivesⁱ afin de sceller l'attachement particulier que nous avons à notre histoire.

DIGNITÉ HUMAINE Nous respectons la dignité humaine et soumettons la présente constitution à la Charte des droits et libertés de la personneⁱⁱ.

FRANCOPHONIE Nous voulons vivre, travailler et obtenir des services en français et pour se faire, endossons la Charte de la langue française.

COHABITATION Nous souhaitons vivre une cohabitation constructive à la fois avec la communauté internationale dans nos champs de compétence et avec les Premières Nations et les Inuits dont les intérêts sont compatibles avec les nôtres.

ETHNODIVERSITÉ Nous voulons être une terre d'accueil pour les personnes parlant français et pour celles qui sont prêtes à apprendre le français pour obtenir leur citoyenneté québécoise. Nous maintiendrons une vigilance constante afin de préserver l'équilibre de cette ethnodiversité pour qu'elle demeure notre richesse.

SOLIDARITÉ Nous souhaitons soutenir le développement de nos régions. Nous valorisons le droit d'association dans le respect des citoyens en leur assurant, s'il y a lieu, des services essentiels.

COMPASSION Nous voulons soutenir et protéger les enfants, les personnes âgées ainsi que les citoyens les plus vulnérables qu'ils le soient de façon temporaire ou permanenteⁱⁱⁱ.

ÉGALITÉ DE DROIT Nous voulons vivre dans un état de droit, laïc et assurant l'équité intergénérationnelle, l'égalité entre les genres et l'égalité de droit de la population.

IDÉODIVERSITÉ Nous valorisons l'idéodiversité de notre société renforçant la volonté du Québec d'être une terre qui permette la cohabitation démocratique d'idéologies différentes^{iv}. L'idéodiversité implique le respect des opinions politiques, la possibilité de les exprimer sur la place publique, la liberté de pensée, d'opinion, d'expression, la liberté de la presse et des autres moyens de communication toutes pondérées par les limites que leur prescrivent les lois qui en limitent les abus.

BIODIVERSITÉ^v Nous valorisons la biodiversité des organismes vivants, des écosystèmes, des espèces, des populations et des gènes dans l'espace et dans le temps renforçant la volonté du Québec d'être une terre où la population vit dans un environnement sain.

DÉVELOPPEMENT DURABLE Nous voulons collaborer au maintien et à la restauration de l'équilibre climatique et environnemental de notre planète renforçant la volonté du Québec d'être une terre qui maintient sa population en santé grâce au développement durable.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE Nous souhaitons développer une agriculture responsable face aux considérations environnementales, sanitaires et sociales tout en assurant notre sécurité et notre souveraineté alimentaire.

PÉRENNITÉ DE NOS RESSOURCES Nous voulons assurer la pérennité et la gestion prospère des ressources naturelles du Québec, soit notamment, l'eau, les sols, les boisés, les zones humides, les cours d'eau, la forêt, la faune et la flore, les minerais et les gaz, afin qu'elles répondent « aux besoins [des générations] du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »^{vi}.

PROSPÉRITÉ DURABLE Nous voulons préserver et développer notre santé sociale, économique et financière renforçant la bonne gouvernance du Québec qui vise à avoir des finances publiques saines et une économie prospère qui préconise le principe du « travail décent » tel que promu par l'Organisation internationale du Travail^{vii}.

EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ Nous voulons vivre une vie démocratique plus active avec une collaboration plus transparente de nos élus. Pour ce faire, nous instaurons l'initiative populaire.

CRÉATIVITÉ Nous souhaitons développer la créativité, l'innovation, la productivité et le plein potentiel professionnel de la population du Québec par le rehaussement du niveau d'éducation.

SOUVERAINETÉ CULTURELLE Nous souhaitons veiller à une juste représentation de notre culture sous toutes ses formes de diffusion.

1. LA CITOYENNETÉ

Article 1

Est instituée la citoyenneté québécoise.

Article 2

La citoyenneté s'acquiert par la naissance sur le territoire. Elle s'acquiert également lorsqu'une personne majeure requérant la citoyenneté québécoise répond aux conditions suivantes : résider au Québec depuis cinq ans de façon continue et réussir une test de français d'un niveau suffisamment élevé pour pouvoir travailler en français dans le cas d'une personne en âge de travailler et de niveau suffisamment élevé pour fonctionner dans la société dans tout autre cas.

Article 3

La présente crée un Conseil national de la citoyenneté et de la démocratie, indépendant de tout parti politique. En plus d'incorporer le mandat de Protecteur du citoyen du Québec et le mandat de Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux, il a pour mandat de veiller en permanence à la qualité et à l'évolution de la vie démocratique.

Article 4

Dans le cadre des instances électives, les citoyens sont représentés par les élus proportionnellement au nombre de vote selon un système de listes ouvertes.

Article 5

Toute personne est responsable d'elle-même et contribue selon ses forces à l'accomplissement des tâches de l'État et de la société.^{viii}

2. L'ÉTAT

TITRE 1. SA NATURE

Article 6

L'État québécois est un État de droit, social et laïc. Son territoire est indivisible.

Article 7

La langue officielle est le français.

Article 8

La Ville de Québec est la capitale nationale.

Article 9

Le drapeau est d'azur à la croix d'argent cantonnée de quatre fleurs de lys du même^{ix}.

Article 10

Les armoiries du Québec utilise un tiercé en fasce; d'azur, à trois fleurs de lis d'or; de gueule, à un léopard d'or, armé et lampassé d'azur; d'or, à une branche d'érable à sucre à triple feuille de sinople, aux nervures du champ.

Article 11

L'arbre emblématique est le bouleau jaune.

Article 12

La fleur emblématique est l'iris versicolore.

Article 13

L'oiseau emblématique est le harfang des neiges.

Article 14

La devise est « Je me souviens ».

Article 15

L'hymne national est le chant « Gens du pays ».

Article 16

La fête nationale du Québec est la Saint-Jean-Baptiste, ayant lieu chaque 24 juin.

Article 17

Le Code civil du Québec est le principal texte législatif régissant le droit civil au Québec.

TITRE 2. LA RÉPARTITION TERRITORIALE DU POUVOIR DE L'ÉTAT

Article 18

Étant donné la nature indivisible du territoire du Québec, ses frontières ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement de la population par référendum aux deux tiers.

TITRE 3. L'ORGANISATION DES POUVOIRS DE L'ÉTAT

Article 19

L'État québécois a toutes les compétences qui lui sont dévolus par la Constitution canadienne.

Article 20

L'État respecte le principe de la subsidiarité selon lequel la responsabilité d'un champ de compétence public, et les moyens pour l'exercer, doivent être confiés au niveau de gouvernement le plus près du problème à régler et au moindre coût pour les citoyens concernés. La décentralisation est ainsi préférée à la déconcentration.

Article 21

Le régime politique est le régime présidentiel et parlementaire.

2.1 Le pouvoir exécutif

Le chef d'État de droit

Article 22

La présente constitution n'a pas pour effet de porter atteinte à la fonction du lieutenant-gouverneur.

Le chef d'État de fait

Article 23

Le président, chef d'État de fait, est élu au suffrage universel, selon un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, qui se tient à date fixe, tous les 4 ans, le 1^{er} novembre. Il ne peut occuper le poste plus de trois mandats, consécutifs ou non. Est considéré élu au premier tour, un candidat ayant recueilli plus de cinquante pourcent plus un des suffrages exprimés.

Le gouvernement

Article 24

Le président désigne, parmi les membres de l'Assemblée nationale, un premier ministre, chef du gouvernement.

Article 25

Le Président, sur proposition du premier ministre, nomme les ministres, parmi les députés élus.

Article 26

Les membres de l'Assemblée nationale qui sont nommés ministres doivent démissionner de leur fonction de député. Ils sont remplacés, dans cette fonction, par un député substitut du même parti, soit le suivant sur la liste ouverte de la circonscription. À défaut, le député substitut sera celui ayant obtenu le deuxième plus grand nombre de vote à l'investiture. En cas de décès ou de démission du ministre ou toute autre situation qui laisserait son poste vacant, le poste de député substitut, rattaché au statut du ministre qu'il remplace, devient vacant également.

Article 27

Le premier ministre et le conseil des ministres doivent avoir la confiance des deux tiers de l'Assemblée nationale.

Article 28

Suivant les conseils du président, le premier ministre annonce son intention de nommer le personnel de la haute direction publique (sous-ministres et dirigeants de sociétés d'État). Durant le mois suivant l'annonce d'une telle nomination, un

membre de l'Assemblée nationale peut s'y opposer en expliquant les raisons et demander un vote de l'Assemblée nationale qui devra confirmer la nomination aux deux tiers de l'Assemblée.

2.2 Le pouvoir législatif

Article 29

Afin d'éviter de déléguer l'interprétation de la présente loi fondamentale au pouvoir judiciaire et de conserver ce pouvoir là où il doit se trouver, nous habilitons le Conseil national de la citoyenneté et de la démocratie, à prendre toute décision concernant l'interprétation de la présente constitution. Il est appuyé pour ce faire par une cour constitutionnelle consultative.

Article 30

Le Conseil national de la citoyenneté et de la démocratie est composé deux représentants de chacun des groupes suivant : homme, femme, gens d'affaire, administrateur public, représentant des minorités culturelles, ainsi qu'un représentant de chaque région administrative.

Article 31

Conformément au principe instituant le processus d'initiative populaire, les citoyens peuvent, sur pétition, proposer une loi ou appeler une consultation populaire sur toute question d'intérêt public incluant le rappel d'un ministre ou de tout élu, à l'exception du président. Outre l'article qui suit, ce processus est balisé par la Loi.

Article 32

La pétition d'une initiative populaire pour une question touchant la province doit compter les signatures d'au moins cinq pourcent de la population inscrite à la liste électorale. La pétition pour une question touchant une circonscription doit compter les signatures d'au moins vingt-cinq pourcent de sa population inscrite à la liste électorale.

Article 33

Sauf pour l'article précédent, le pouvoir législatif appartient au Parlement.

Article 34

Le Parlement est constitué de deux assemblées: l'Assemblée nationale et l'Assemblée des régions. Les deux assemblées ne siègent jamais en même temps.

Article 35

L'Assemblée nationale est constituée de députés élus pour un mandat de quatre ans.

Article 36

L'Assemblée des régions est constituée d'un représentant par région administrative appelé préfet régional. Le préfet régional est un député de l'Assemblée nationale élu parmi les députés de sa région administrative et par ceux-ci.

Article 37

Le mandat du préfet régional est de représenter sa région aux réunions statutaires de l'Assemblée des régions.

Article 38

L'Assemblée des régions possède le pouvoir de bloquer, par un vote des deux tiers, une loi dont le contenu est à prépondérance régionale ou qui a des incidences majeures sur les régions. Le veto de L'Assemblée des régions peut être renversé par un vote des deux tiers de l'Assemblée nationale. Le député qui siège aux deux chambres; à l'une à titre de député et à l'autre à titre de préfet régional, peut participer à ces deux votes^x.

Article 39

Le président a la possibilité de bloquer le veto de l'Assemblée des régions dans les rares cas où leur veto pourrait occasionner un impact négatif majeur dans le cadre d'une loi qui doit être adoptée rapidement pour des considérations urgentes.

Article 40

L'élection des députés de l'Assemblée nationale est tenue à date fixe, soit le 1^{er} novembre.

Article 41

La discipline de parti est interdite au Parlement.

2.3 Les relations entre les pouvoirs exécutif et législatif**Article 42**

Le président est responsable au peuple.

Article 43

Le président assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance provinciale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités.

Article 44

Le président sanctionne les lois. Son refus de ce faire peut être renversé par le vote des deux tiers de l'Assemblée nationale et des deux tiers de l'Assemblée des régions.

Article 45

Un ministre peut être rappelé par un vote des deux tiers de l'Assemblée nationale.

2.4 Le pouvoir judiciaire

Article 46

La nomination des juges se fait après examen des candidatures et choix des candidats par l'Assemblée nationale.

Article 47

Ces candidats doivent être membres du barreau et avoir pratiqué minimalement 10 ans. De plus, ils doivent avoir complété une formation supérieure spécialisée de l'École de la magistrature.

Article 48

L'âge obligatoire de la retraite des juges est fixé à 75 ans.

Article 49

Une cour constitutionnelle consultative, habilitée à interpréter la présente Constitution, est instituée. En concordance avec l'article 29 ci-haut, la cour constitutionnelle n'intervient qu'à la demande de l'assemblée nationale et n'a qu'un rôle consultatif.

3. LES DISPOSITIONS PRÉPONDÉRANTES

Nous sommes conscients que la présente constitution doit pouvoir répondre aux réalités sociales et politiques de l'avenir et par définition, non encore connues de ses auteurs. Sans vouloir priver les générations futures de leur souveraineté, nous considérons que les cinq dispositions prépondérantes qui suivent devront être préservées à moins d'une intention claire dont nous définissons les termes ci-après.

- i. Le droit d'initiative populaire;
- ii. Le suffrage universel direct;
- iii. La pérennité des programmes sociaux;
- iv. L'accès universel et gratuit à l'enseignement primaire, secondaire, collégial et universitaire.
- v. Le français comme langue officielle.

Ces dispositions fondamentales ne pourront être modifiées que si, après avoir obtenu l'assentiment de la majorité simple des députés de l'Assemblée nationale autorisant un référendum populaire, les trois quarts des citoyens québécois accorde, par référendum, un résultat favorable au(x) changement(s) proposé(s).

La propriété publique des sociétés énumérées ci-après est exclusive et inaliénable :

- i. La Société Hydro-Québec
- ii. La Société des alcools du Québec
- iii. La Société des loteries du Québec
- iv. Héma-Québec
- v. La Société d'Assurance Automobile du Québec

4. LES DISPOSITIONS D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 50

La constitution entre en vigueur dès qu'elle est acceptée par un référendum consultatif de la population inscrite sur la liste électorale à un suffrage de cinquante plus un. Le référendum consultatif permettra au citoyen d'indiquer les articles justifiant son refus et réclamant des modifications.

Article 51

La présente constitution peut être révisée en tout temps.

Article 52

La révision de la constitution peut être proposée par le peuple, l'assemblée des régions ou l'assemblée nationale.

Article 53

Lorsque la Constitution et la législation qui en découle n'en disposent pas autrement, la révision se fait selon la procédure décrite à l'article 50.

ⁱ Vous trouverez cette déclaration en annexe.

ⁱⁱ Si l'on respecte le principe de l'ordre hiérarchique des sources, la Charte ne peut être incorporée à la Constitution. L'article 7 de la Constitution de décembre 2009 des étudiants de Québec stipule : « La Charte québécoise des droits et libertés de la personne fait partie intégrante de la présente constitution. »

Incorporer la Charte à la Constitution voudrait dire que la Charte pourrait facilement être modifiée. Or, la Charte est une des assises de la Constitution, elle n'y est pas incorporée, elle lui sert de soutien et de trame. De la même façon qu'on ne peut pas dire que la Constitution est incorporée à une loi ou que la loi qui autorise un règlement est incorporée au règlement, on ne peut pas dire que la Charte des droits et libertés de la personne est incorporée à la Constitution.

[Réf. : Roux Dominic (sous la direction de) & Laflamme Anne-Marie (sous la direction de), Rapports hiérarchiques ou anarchiques des règles en droit du travail : Chartes, normes d'ordre public, convention collective, contrat de travail, etc. Actes du colloque tenu à l'Université Laval / 8 novembre 2007, Éditeur : Wilson & Lafleur, 2008, pages 110-111.]

ⁱⁱⁱ Vise à assurer la pérennité des programmes sociaux.

^{iv} Idéologie prise dans le sens d'un ensemble de « représentations mentales » ou d'« un système d'idées imaginées. L'idéologie s'accompagne de notions, d'opinions, de convictions ». Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Id%C3%A9ologie>

^v Si nous avons voulu être très spécifiques, nous aurions parlé de l'enfouissement et de l'incinération de matières résiduelles ainsi que des redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles.

^{vi} Rapport Brundtland, Notre avenir à tous. Voir :
[http://www.wikilivres.info/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous -
Rapport Brundtland/Chapitre 2](http://www.wikilivres.info/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland/Chapitre_2)

^{vii} Voir :
[http://www.ilo.org/global/About the ILO/Mainpillars/WhatisDecentWork/lang--
fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Mainpillars/WhatisDecentWork/lang--fr/index.htm)
Ainsi que : <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/09/A/15624>

^{viii} Cet item est pris de la Constitution Suisse :
<http://www.admin.ch/ch/f/rs/101/index.html>

^{ix} Puisque la description des armoiries du Québec est en vocabulaire héraldique, nous avons fait de même pour la description du drapeau.

^x La raison pour laquelle nous laissons le soin à une même personne d'être à la fois membre de l'Assemblée nationale à titre de simple député et membre de l'Assemblée régionale à titre de préfet régional est de permettre aux préfets d'avoir une vision plus globale des dossiers qui touchent les deux Assemblées. En faisant le choix de laisser ses prérogatives régionales l'emporter sur ses prérogatives nationales, le préfet régional annonce à ses collègues de l'Assemblée nationale, dont il connaît très bien les préoccupations, l'importance que revêt l'issue du dossier pour les régions et pour la province.